

L'Azerbaïdjan et la recomposition du Caucase du Sud



Édouard Pontoizeau | 1 avril 2026 | ARTICLES



Depuis la victoire militaire de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh en septembre 2023, le Caucase du Sud connaît une mutation géopolitique inédite. Ce basculement, loin d'être le simple produit d'un succès militaire ponctuel, s'inscrit dans une dynamique de plus long terme, amorcée dès les années 2000, au cours de laquelle plusieurs facteurs ont progressivement joué en faveur de Bakou. [Sa montée en puissance s'est fondée](#) sur la rente énergétique, le renforcement de ses alliances régionales, l'accès à des capacités militaires modernisées et la consolidation d'un pouvoir politique centralisé. À l'inverse, l'Arménie a vu se cumuler des vulnérabilités structurelles, que ce soit le déclin démographique, la stagnation de son économie, l'absence de renouvellement de ses capacités militaires et, depuis 2020, la détérioration du climat politique intérieur. Cette instabilité s'explique par l'[émergence d'une compétition politique](#) issue de la libéralisation et de la démocratisation de la vie politique. Celle-ci, depuis l'indépendance de l'Arménie en 1991 jusqu'à la révolution de velours de 2018, était mise sous cloche par un système oligarchique et clientéliste favorable à Moscou.

Si ce déséquilibre est désormais acté, quels en sont les ressorts structurels et quelles sont les implications d'une telle reconfiguration pour l'Azerbaïdjan ? L'hypothèse défendue ici est que l'Azerbaïdjan ne s'est pas contenté de tirer parti d'un contexte favorable, mais qu'il a exploité des opportunités stratégiques en articulant puissance militaire, contrôle des flux et diversification des partenaires commerciaux et diplomatiques, contribuant ainsi à redéfinir les équilibres régionaux à son avantage.

Des opportunités stratégiques dans un ensemble régional en recomposition

Le désengagement relatif de la Russie d'une partie du Caucase du Sud (excluant la Géorgie) ouvre un espace stratégique dont l'Azerbaïdjan apparaît à terme comme le principal bénéficiaire. À mesure que Moscou et Téhéran se retirent du Caucase du Sud, l'Azerbaïdjan parvient à dégager des marges de manœuvre qui lui permettent de s'émanciper de la logique de parrainage, vestige de la période impériale (tsariste comme soviétique), qui prévalait dans la région.

La guerre en Ukraine a contraint Moscou à réallouer ses ressources stratégiques, réduisant sa capacité à maintenir les mécanismes de régulation qui structuraient l'équilibre du Caucase du Sud. La Russie administrait moins la stabilité régionale qu'un régime d'indécision fondé sur la gestion des conflits gelés et sur le maintien d'élites politiques arméniennes et azerbaïdjanaises, légitimant le verrouillage du champ politique par la poursuite du conflit. L'affaiblissement de ce cadre réduit désormais la portée de ses leviers d'influence et rompt l'équilibre artificiel des forces entre Bakou et Erevan.

Dans ce nouveau contexte, l'asymétrie structurelle entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan apparaît plus nettement, incitant ce dernier à exploiter son ascendant militaire, technologique et économique. Celui-ci s'est caractérisé notamment par un [différentiel budgétaire significatif](#) sur la période 2007-2022 (en moyenne 490 millions USD par an pour l'Arménie, contre 2,25 milliards pour l'Azerbaïdjan), qui a permis l'achat de matériels militaires sophistiqués auprès de la Turquie et d'Israël, ce qui a été déterminant lors des dernières phases du conflit.

La Russie doit dès lors composer avec l'affirmation de l'autonomie stratégique de l'Azerbaïdjan, dans un environnement historiquement structuré par la doctrine d'« [étranger proche](#) » qui assignait au Caucase du Sud un statut de zone d'influence privilégiée de Moscou plutôt que d'espace souverain pleinement autonome. Plus encore, l'Azerbaïdjan est un acteur contrôlant des infrastructures de transit devenues sensibles dans un contexte de sanctions occidentales amorcées depuis l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine en février 2022. Certes, la Russie parvient à contourner les sanctions occidentales via le [système de pipelines azerbaïdjanais](#), mais cela a un coût. Cette inversion partielle de paradigme – l'Azerbaïdjan n'ayant plus besoin du parrainage stratégique de la Russie – se traduit désormais par une dépendance géoéconomique croissante de Moscou à l'égard des routes énergétiques et de transit contrôlées par Bakou, qui n'est, elle, pas soumise aux sanctions occidentales.

Entre en scène un autre acteur majeur qui a dû revoir ses priorités. Confrontée à une diversification contrainte de ses approvisionnements, l'Union européenne (UE) cherche à compenser le déficit d'offre résultant des sanctions à l'encontre de la Russie. L'Azerbaïdjan s'est imposé ici comme un [partenaire alternatif crédible](#) pour combler en partie ce déficit, bénéficiant d'infrastructures existantes et d'importantes réserves en ressources naturelles. La [zone littorale azerbaïdjanaise sur la mer Caspienne](#) abrite en effet la 19^e réserve prouvée de pétrole et la 12^e réserve de gaz au niveau mondial. Sans bouleverser les équilibres énergétiques européens, ce positionnement confère à Bakou un rôle de fournisseur ancré dans la stratégie de fragmentation de l'offre énergétique conçue par l'UE.

Se dessine dès lors un horizon stratégique pour l'Azerbaïdjan, ouvrant la voie à une diversification des partenariats. Cela se traduit par [l'affirmation des alliances historiques](#) avec la Turquie et Israël, toutes deux déterminantes dans ses succès militaires récents, par de nouvelles perspectives économiques et diplomatiques avec l'UE, voire par [un rapprochement à suivre avec certains États du Golfe](#). Ce déploiement répond à une logique constante : éviter toute dépendance exclusive et intégrer l'Azerbaïdjan au concert des nations. La signature de la déclaration d'accord de paix entre Erevan et Bakou permettra à cette dernière de sécuriser et de solidifier sa tentative d'assise régionale.

La déclaration d'accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan concrétise-t-elle la déclaration de Choucha ?

Présentée comme un moment historique, la [déclaration de paix conjointe](#) entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, signée sous l'égide des États-Unis, ne révèle en réalité qu'une intention de conclure un accord de paix. Elle vise à entériner la reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale des deux États et à clore un cycle de conflits armés entamé au crépuscule de l'Union soviétique.

Cette séquence s'inscrit en fait dans un cadre plus large de formalisation de l'axe turco-azerbaïdjanais, engagée dès la Déclaration sur les relations alliées entre la République d'Azerbaïdjan et la République de Turquie (ou [déclaration de Choucha](#)) en 2021. Cette dernière pose les fondements d'une nouvelle architecture régionale promouvant une unité du monde pan-turcique. En effet, une quasi-continuité géographique entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Asie centrale a été engrangée ces dernières années. En 2020, Choucha (Chouchi en arménien), une ville du Haut-Karabakh à forte teneur symbolique, a été annexée par l'Azerbaïdjan. De plus, les liaisons de transport entre l'Ouest de l'Azerbaïdjan et son exclave du Nakhitchevan ont été débloquées, même si c'est sous garantie arménienne et surveillance russe. La nouvelle centralité cet axe de transport – seule voie reliant l'Azerbaïdjan et la Turquie – se comprend à l'aune de son potentiel stratégique et de la vulnérabilité historique du Nakhitchevan, longtemps isolé et dépendant de ses voisins.

L'initiative des États-Unis de se porter garants du corridor de Zangezour, rebaptisé « [Trump Route for International Peace and Prosperity](#) » (TRIPP), marque un tournant dans la reconnaissance de ce nouvel axe. En réalité, il s'agit donc moins d'une volonté de contrôle direct que de la [recherche d'un droit de regard stratégique](#) sur un passage clé en s'appuyant sur l'encadrement

juridique et commercial du passage. Washington s'arroge ainsi, à moindre coût, une forme d'extraterritorialité sans engagement sécuritaire direct. Si cette intervention étatsunienne est ouvertement présentée comme motivée par des intérêts purement commerciaux, elle entérine, par le truchement d'un système de concession sur 99 ans, un net recul des puissances traditionnelles environnantes.

Cette perspective, désormais en passe d'être concrétisée, n'est logiquement pas sans réveiller le système nerveux des hégémons régionaux sur le déclin. L'[Iran y perçoit une menace contre ses intérêts stratégiques](#), tandis que la Russie l'interprète comme une marginalisation de son rôle de « gendarme » régional, voire comme une remise en cause directe de son droit de regard sur les affaires internes des pays de son « étranger proche ». Elle témoigne néanmoins de l'absence de projet alternatif crédible pour la région de la part de Moscou et de l'impuissance de Téhéran, malgré sa franche opposition, exprimée de 2020 à 2023, à ce corridor traversant le Sud de l'Arménie en longeant la frontière iranienne.

La déclaration d'accord de paix intervient également dans une phase de désengagement progressif des dispositifs multilatéraux et sécuritaires qui participaient jusqu'alors à la gestion du conflit. Le retrait des forces russes d'interposition, conjugué à la [disparition de facto du groupe de Minsk](#) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), marque la fin d'un cadre de médiation hérité de l'après-guerre froide. À ce stade, il est essentiel de comprendre le changement de paradigme qui s'est opéré et qui est au cœur du processus de normalisation arméno-azerbaïdjanais.

Celui-ci repose largement sur les équilibres politiques internes d'une Arménie, qui ne bénéficie plus du soutien politique de Moscou depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre pro-occidental Nikol Pachinyan en 2018 et qui n'est pas parvenue à obtenir de nouvelles garanties sécuritaires d'autres acteurs. À ce titre, [la venue du secrétaire général du Conseil de l'Europe](#) en juin 2025, ainsi que l'accueil du prochain sommet de la Communauté politique européenne à Erevan en mai 2026, sont à l'image de la situation délicate que traverse Erevan. Si ce rapprochement témoigne d'une volonté d'ancrage politique accrue des partenaires européens, il illustre également les limites de l'engagement de l'UE, dont l'influence demeure essentiellement normative et politique, sans capacité directe à infléchir les rapports de force sécuritaires régionaux. Là où l'Arménie a perdu ses soutiens garantissant sa sécurité, l'Azerbaïdjan a su maintenir des alliances effectives capables d'être mobilisées en temps voulu. Par ailleurs, les partenariats militaires bilatéraux conclus par l'Arménie, notamment avec la France, relèvent essentiellement d'un registre politique aux engagements limités, n'incluant ni garanties de sécurité ni dispositifs de dissuasion susceptibles d'altérer le rapport de force établi par l'Azerbaïdjan.

Dès lors, Bakou dispose d'une marge de manœuvre inédite, s'affirmant comme un acteur pivot du Caucase du Sud et esquisant les contours d'une hégémonie régionale émergente, tout particulièrement dans les secteurs de l'énergie et du transport commercial.

Les ressorts et les vulnérabilités d'une centralité stratégique émergente

La capacité de l'Azerbaïdjan à s'imposer comme un acteur structurant du Caucase repose de manière déterminante sur la restauration de sa souveraineté sur le Haut-Karabakh, lui assurant le contrôle des hauteurs historiquement clés pour la sécurité des plaines azerbaïdjanaises, tout autant que sur une maîtrise progressive des flux stratégiques via le corridor de Zangezour. En outre, la récente disqualification politique et économique de la Russie, qui a perdu son statut de point de passage privilégié entre l'Asie et l'Europe, place l'Azerbaïdjan de manière plus visible sur la carte des projets de transports transcontinentaux.

Dans un premier temps, l'accélération des projets d'intégration régionale en matière de transport en Asie centrale, couplée à [l'élargissement du cadre traditionnel des États centrasiatiques C5](#), passant à C6, consacre cette évolution en reconnaissant Bakou comme un maillon du continuum au-delà de son ancrage caucasien. L'émulation croissante autour de la coopération à l'échelle turcique, notamment à travers l'Organisation des États turcs sous l'impulsion de la Turquie, contribue à renforcer cette position en conférant à l'Azerbaïdjan une fonction de nœud politique et logistique au sein d'un réseau d'interdépendances économiques et diplomatiques réactivé depuis la fin de la guerre du Haut-Karabakh.

Dans un second temps, la [normalisation des relations arméno-azerbaïdjanaises](#), obtenue dans un contexte de négociation coercitive (« *coercive bargaining* ») fondée sur l'exploitation graduelle et assumée d'un rapport de force asymétrique, modifie le cadre politique dans lequel peut désormais se développer la connectivité régionale.

Ce rôle pivot repose ainsi étroitement sur la solidité des liens avec la Turquie et les pays d'Asie centrale, sur la stabilité de ces derniers, ainsi que sur l'aboutissement durable du processus de paix avec l'Arménie. En d'autres termes, la [connectivité régionale reste conditionnée](#) à l'agencement encore fragile des facteurs géopolitiques qui permettent de l'envisager actuellement. Les récents affrontements opposant l'Iran à Israël et à ses alliés en témoignent, leurs répercussions ayant atteint

le territoire azerbaïdjanais. Le 5 mars 2026, des [drones attribués à l'Iran ont frappé](#) l'exclave du Nakhitchevan, endommageant l'aéroport de la région et blessant plusieurs civils selon les autorités azerbaïdjanaises, tandis que Téhéran nie toute implication.

Si le risque que les tensions du Moyen-Orient ne s'étendent au Caucase du Sud ne peut être totalement exclu, les relations entre Bakou et Téhéran s'étaient pourtant récemment réchauffées après plusieurs décennies de gel diplomatique. Consciente des risques qu'une escalade ferait peser sur ses ambitions de connectivité et de prospérité, et observant la situation délicate dans laquelle certains pays du Golfe se retrouvent désormais après plusieurs jours d'affrontements et de menaces, l'Azerbaïdjan [cherche davantage à désamorcer](#) les tensions avec l'Iran qu'à entamer un nouveau cycle de violences sur un front dont l'asymétrie lui serait cette fois-ci très défavorable.

Les nouvelles modalités politiques régionales modifient les conditions de circulation de flux déjà existants à travers le corridor médian (Trans-Caspian International Transport Route, TITR) pour le fret conteneurisé et les infrastructures énergétiques telles que l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE), en élargissant les perspectives d'intégration est-ouest. De ce fait, l'Azerbaïdjan cherche à capitaliser sur sa position géographique pour s'imposer comme un nœud intermodal entre l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient. Le TITR constitue aujourd'hui l'ossature principale de ces ambitions logistiques. Lancé et structuré par des puissances intermédiaires régionales, incluant l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et la Géorgie, il repose sur l'axe ferroviaire et routier Bakou-Tbilissi-Kars (BTK), ainsi que sur la traversée de la mer Caspienne par le port kazakh d'Aktaou.

Depuis 2022, le [volume de marchandises](#) transitant par ce corridor a augmenté d'environ 90 %, atteignant un transit de 358 trains blocs de conteneurs en 2024. De plus, le [corridor médian](#) permettrait de réduire les délais de transit entre la Chine et l'Europe à une période allant de 12 à 18 jours, contre plus d'un mois par voie maritime, ceci dans un contexte marqué par les perturbations des chaînes logistiques mondiales (obstruction du canal de Suez en 2021, crise de la mer Rouge en 2024, tensions persistantes en mer de Chine méridionale, blocus du détroit d'Ormuz, etc.) et la redirection des flux. Le corridor s'impose comme une voie de transit plus courte et plus sécuritaire que certaines routes maritimes ou continentales en contournant à la fois la Russie au nord et l'Iran au sud. Bien qu'il ne puisse pas encore tout à fait rivaliser avec les capacités de transport maritime océanique (la majorité des porte-conteneurs actuels transportent entre 500 et 3 000 conteneurs), le corridor est le socle logistique sur lequel repose la viabilité des ambitions de Bakou en matière de connectivité est-ouest, une situation que le président Ilham Aliyev tend à exploiter à son avantage.

Le port de Bakou-Alat est le centre névralgique de cette stratégie, à mi-chemin entre la Chine et l'Europe. Il [dispose d'une capacité actuelle](#) estimée à 15 millions de tonnes de fret par an, avec une seconde phase d'extension envisagée (sans précisions officielles quant aux échéanciers de celle-ci), visant à porter cette capacité à 25 millions de tonnes. Le projet de connexion vers le Nakhitchevan et la Turquie, dans lequel s'inscrit le projet TRIPP, pourrait, quant à lui, [soutenir une partie significative de l'activité logistique du port](#), notamment avec le nœud ferroviaire de Horadiz via l'axe Ordubad-Horadiz. Ce même axe serait complété par la [construction de la ligne ferroviaire et de l'autoroute Horadiz-Aghbend](#), tronçon dont l'achèvement est prévu pour cette année selon certains médias azerbaïdjanais. Dans cette perspective, les infrastructures de transport azerbaïdjanaises [constituent une matrice régionale](#) à laquelle cherchent désormais à s'adosser des cadres concurrents de connectivité eurasiatique, qu'il s'agisse de la [Belt and Road Initiative](#) ou des projets concurrents, comme le [Global Gateway](#). Aussi, ces projets s'inscrivent dans un [système de réseaux de transport plus discret](#), mais tout aussi stratégique : le corridor de transport international « Nord-Sud » qui relierait l'Est et l'Ouest et les pays du Golfe à la mer Noire.

Cette centralité logistique naissante fonctionne en étroite complémentarité avec le rôle extractif et énergétique de l'Azerbaïdjan, dont la capacité à sécuriser, acheminer et rendre indispensables ses ressources conditionne en grande partie la portée stratégique de cette connectivité. D'une part, l'Azerbaïdjan acquiert un rôle notable en tant que fournisseur fiable dans le processus de diversification et de sécurisation des approvisionnements. Le [mémoire d'entente](#) signé en juillet 2022 entre Bakou et Bruxelles prévoit un doublement des volumes d'exportation à l'horizon 2027, pour atteindre environ 20 milliards de m³ par an. La tendance semble se confirmer : les exportations de gaz naturel azerbaïdjanais vers l'UE [se situaient à hauteur de 12,9 milliards de m³](#) par an en 2023-2024, [contre 8,1 milliards de m³](#) en 2021. Une dynamique commerciale à nuancer toutefois, car elle ne se substitue pas encore aux grands fournisseurs globaux, ne composant qu'environ 4,3 % de la demande globale européenne.

D'autre part, cette crédibilité énergétique s'illustre par la continuité des investissements internationaux, témoignant d'une volonté de maintenir, voire d'accroître, la capacité de production et d'exportation sur le long terme. Ceux menés récemment par l'acteur historique de l'exploitation des hydrocarbures en Azerbaïdjan, British Petroleum, pour un montant additionnel de 2,9 milliards USD, [portent des projets phares](#) liés aux champs de Shah Deniz et à l'extension du complexe visant à accroître la

production de gaz basse-pression de 50 milliards de m³ et de [25 millions de barils de condensat de gaz naturel](#). Enfin, la compagnie nationale d'énergie azerbaïdjanaise SOCAR [détient des parts majoritaires](#) ou significatives sur l'ensemble des tronçons du corridor, lui garantissant la mainmise sur son réseau de distribution.

Bien que des défis demeurent, comme l'absence de relance concrète (les discussions étant toutefois rouvertes) du projet Trans-Caspian qui [pourrait relier le réseau de pipelines d'Asie centrale à celui de l'Azerbaïdjan](#), Bakou tend à assurer à terme l'articulation d'une interdépendance régionale. Un horizon stratégique qui reposera sur sa capacité à rendre ses corridors, ses flux et ses infrastructures sécurisées difficilement contournables dans un Caucase du Sud qui n'est plus une « marge » des grands imperiums, mais un espace nodal de routes énergétiques et commerciales clés.

L'affirmation du régime Aliyev et ses risques

In fine, la montée en puissance de l'Azerbaïdjan est autant une projection extérieure qu'un vecteur de consolidation du régime d'Ilham Aliyev. La victoire militaire de 2020, puis la déclaration du 8 août 2025 s'inscrivent dans une dynamique de légitimation politique interne, fondée sur la restauration de l'intégrité territoriale et la fin d'un conflit longtemps perçu comme une humiliation nationale. L'issue de ce conflit transforme le succès géopolitique en capital politique, provoquant, à terme, une mue du régime. Le [discours d'Ilham Aliyev](#) lors de la 80^e session de l'Assemblée générale des Nations unies traduit ce passage d'un récit national militariste, encore largement répandu dans l'imaginaire collectif azerbaïdjanais galvanisé par l'esprit de revanche sur l'Arménie voisine, vers un discours promouvant la prospérité et le développement économique, la connectivité et l'avenir énergétique.

Depuis le début des années 2000, le régime azerbaïdjanais repose sur une articulation étroite entre rente énergétique, centralisation du pouvoir et contrôle des élites. La [maîtrise des ressources issues des hydrocarbures](#) a permis de financer simultanément le développement d'infrastructures stratégiques et des politiques de redistribution ciblées dans une logique néopatrimoniale du pouvoir, difficilement dissociable de méthodes corruptives de cooptation, contribuant à la neutralisation des contre-pouvoirs potentiels. Depuis le milieu des années 2010, le régime s'emploie à construire l'image d'un pays respectable adoptant les codes d'un État moderne. Au risque d'être assimilé à une entreprise de « [sportwashing](#) » visant à détourner le regard des observateurs internationaux quant aux atteintes aux droits humains, Bakou a investi dans de nombreux projets et structures à destination d'un public international, que ce soit le Grand Prix de Formule 1 à Bakou, l'accueil ou le *sponsoring* de compétitions sportives et culturelles internationales, ou même en tant qu'organisateur de sommets mondiaux comme la COP 29.

La fin du conflit armé modifie également les équilibres internes du régime. En mettant un terme à un état de mobilisation permanente et à une conflictualité latente, la restauration de l'intégrité territoriale suscite une euphorie sans précédent dans l'histoire contemporaine azerbaïdjanaise. Elle réduit la nécessité pour le pouvoir d'engager des réformes politiques profondes, en substituant à la promesse de transformation institutionnelle une légitimité fondée sur la capacité à obtenir des succès tangibles, convertis en capital politique durable.

Cette consolidation s'appuie également sur un point central du récit national azerbaïdjanais : la question des réfugiés et des déplacés de la première guerre du Haut-Karabakh (1988-1994). Leur [retour progressif](#) dans les territoires reconquis, accompagné d'un effort massif de reconstruction, permet au régime de clore un cycle historique profondément traumatique. La mise en scène du « grand retour » doit toutefois être considérée avec une certaine distance, car elle relève d'une construction discursive, dans la mesure où une part importante des déplacés internes est aujourd'hui durablement urbanisée, étant nés ou ayant vécu l'essentiel de leur vie dans la région de Bakou. Aussi, [si ce retour représente, pour certains réfugiés, une dignité recouvrée](#) et la réparation d'une injustice historique, marquée par la volonté de reprendre pied sur des terres familiales après 30 ans d'exil, il est perçu par d'autres comme une séquence largement instrumentalisée, servant de levier à une [consolidation autoritaire](#).

La reprise du contrôle du Haut-Karabakh, après un blocus humanitaire de 9 mois des forces armées azerbaïdjanaises, a également suscité de vives réactions sur la scène internationale. Lors de la [réunion du Conseil de sécurité des Nations unies](#) de septembre 2023, plusieurs délégations ont dénoncé une stratégie violente, la ministre allemande des Affaires étrangères affirmant notamment que l'« Azerbaïdjan a choisi de créer des faits accomplis par la force ». Depuis, plusieurs institutions européennes, dont le Parlement européen, ont adopté des résolutions affirmant que le déplacement forcé des populations arméniennes du Haut-Karabakh (Artsakh en arménien) constituait un nettoyage ethnique.

Cette situation dramatique confirme ce qui a longtemps alimenté le niveau de violence dans ce conflit : l'impossibilité d'une solution fondée sur la coexistence ou la gestion partagée de ce territoire. L'issue est à l'image de cette guerre, une rivalité à somme nulle, assumée comme telle par Bakou. Cette guerre ne pouvait dès lors se résoudre que par une victoire totale de l'un

des protagonistes. Cette réalité éclaire la rationalité stratégique d'Ilham Aliyev, qui privilégie la résolution par le rapport de force. La victoire lui est par ailleurs pleinement attribuée, en dépit de certains coûts réputationnels, qui ont été préférés à d'hypothétiques règlements partiels (obtenus grâce à des négociations), dans les faits indéfiniment différés sans jamais tourner à l'avantage du régime, cela depuis le *statu quo* de 1994. Cette rationalité est comprise comme étant située, au sens de [Hilary Putnam](#), c'est-à-dire comme une capacité de raisonnement et d'anticipation propres à des calculs stratégiques dans un contexte fixant certaines contraintes et opportunités d'action. S'ajoutent à cela l'intuition des acteurs politiques (saisissant des opportunités) et le poids de facteurs historiques (récits nationaux).

Comme mentionné précédemment, ce récent changement de paradigme dépend aussi de la situation politique à Erevan. Les élections législatives prévues en Arménie en 2026 seront déterminantes pour la viabilité du processus de paix, tant la question du règlement avec l'Azerbaïdjan demeure polarisante au sein de la société arménienne et intimement liée à la trajectoire politique entamée par l'administration Pachinyan. Cette dernière mise sur la normalisation comme condition de la stabilité politique régionale, c'est-à-dire une forme d'acceptation de ce qui est considéré comme un fait accompli : l'Azerbaïdjan sort vainqueur du conflit. Les nombreuses pressions – « *coercitive bargaining* » – exercées par ce dernier sur l'Arménie entre 2020 et 2025, comprenant le blocus particulièrement sévère sur les localités arméniennes du Haut-Karabakh et la reprise du conflit en 2023, ont dissuadé le gouvernement arménien de mettre un doigt dans l'engrenage d'une guerre perdue d'avance.

Il est à noter qu'une partie de la population arménienne perçoit les empiètements successifs de l'Azerbaïdjan sur les localités frontalières en dehors du Haut-Karabakh comme de dangereux renoncements à la souveraineté nationale. En effet, dans un contexte de fragilisation du pouvoir et d'une polarisation du champ politique en Arménie, toute concession supplémentaire d'Erevan pourrait servir de prétexte à des contestations virulentes de la part de l'opposition actuelle. Contestations qui, [selon certains observateurs](#), seraient déjà alimentées par des forces politiques hostiles au règlement du conflit selon les modalités actuelles, au demeurant très défavorables à l'Arménie. Ces mêmes formations politiques pourraient à leur tour être soutenues par une Russie ne souhaitant pas voir s'installer l'Azerbaïdjan comme puissance régionale émancipée de son contrôle, au même titre que Moscou pourrait reproduire le scénario géorgien en remettant la main sur le gouvernement arménien, qui s'est jusqu'ici affranchi de la tutelle russe. Cette contrainte électorale explique en partie la prudence d'Erevan tout en mettant également Bakou, paradoxalement, dans une posture l'incitant à préserver l'équilibre précaire qui subsiste et qui peut se résumer ainsi : les conditions d'une paix durable et favorable à Bakou ne peuvent se réaliser sans un gouvernement arménien adhérant lui-même (y compris sous contrainte) à la logique du processus de paix entamé le 8 août 2025.

Cette affirmation de puissance ne se limite toutefois pas au seul théâtre caucasien. Elle s'accompagne d'une stratégie d'influence plus offensive, s'incarnant dans la volonté de Bakou de dissuader toute contestation externe de l'ordre régional qu'il contribue désormais à façonner. Elle se décline en deux volets. Dans un premier temps, cette influence s'exerce à travers des [mécanismes de cooptation](#) ciblant certaines élites politiques, économiques et scientifiques étrangères, souvent désignés sous le nom de « diplomatie du caviar ». Celle-ci vise à limiter les critiques internationales relatives aux dérives autoritaires du régime, tout en valorisant le nouveau faste présent dans la capitale azerbaïdjanaise. Elle tend aussi, de plus en plus, [à stimuler et attirer une expertise énergétique](#) (gaz, pétrole), technologique (pour satisfaire les nouvelles prétentions de l'Azerbaïdjan en matière d'intelligence artificielle) et géopolitique. Autant d'aspects devenus centraux dans la consolidation d'une souveraineté cognitive déjà à l'œuvre par une rationalité située bien comprise.

Dans un second temps, Bakou n'hésite pas à recourir à des stratégies plus coercitives à l'égard des soutiens internationaux à la cause arménienne. Cette approche se manifeste par des formes d'intimidation politique ou d'immixtion indirecte, reposant notamment sur l'exploitation des vulnérabilités internes de certains États considérés comme hostiles. L'usage d'un [discours anticolonial](#) à destination des territoires ultramarins français dans le soutien affiché à des mouvements indépendantistes illustre cette capacité de riposte asymétrique. Ces tentatives de déstabilisation doivent en effet être comprises, du moins en partie, comme une réponse politique au soutien explicite de la France à l'Arménie.

L'articulation de l'ensemble de ces mécanismes de consolidation du régime, du contrôle du récit national et du déploiement d'une stratégie d'influence extérieure sous différentes formes illustre une forme d'agentivité assumée par laquelle Bakou ne se contente plus de s'adapter aux dynamiques régionales, mais cherche activement à peser sur elles.

*
* * *

La trajectoire récente de l'Azerbaïdjan illustre moins l'émergence d'une puissance hégémonique classique que l'affirmation d'un acteur pivot, dont l'influence repose sur la capacité à maîtriser, agencer et sécuriser des flux énergétiques, logistiques et

Ce basculement ne saurait toutefois être pleinement compris sans intégrer le rôle des dynamiques régionales elles-mêmes. Le Caucase du Sud et l'Asie centrale apparaissent de plus en plus comme des espaces capables de penser et de structurer leurs propres trajectoires, notamment grâce à des initiatives portées par des puissances intermédiaires autour des corridors de connectivité. Dans ce cadre, l'effacement relatif de la Géorgie comme interlocuteur privilégié des acteurs occidentaux, sur fond de repositionnement politique interne et de divergences stratégiques sur les routes de transit, contribue à renforcer la centralité de l'Azerbaïdjan. Alors que Tbilissi est hostile au TRIPP, le voyant comme un concurrent du corridor médian-axe BTK, son alignement sur Moscou tend à l'isoler au bénéfice d'une consolidation de l'axe Ankara-Bakou, devenu plus à même d'accueillir les futurs projets énergétiques et de transport eurasiatique.

Cette trajectoire révèle également une capacité croissante de Bakou à concevoir et à projeter ses intérêts de manière autonome. Une acuité qui peut être vue comme une forme de souveraineté cognitive. La durabilité de cette position reste néanmoins conditionnée à la capacité de Bakou à préserver cet équilibre délicat entre affirmation de sa souveraineté, gestion des interdépendances régionales et anticipation des recompositions politiques à venir.

Crédits photo : [uskarp](#)



Édouard Pontoizeau

Édouard Pontoizeau est [analyste au Center for Russia and Eastern Europe Research](#) et [coordonnateur au Réseau québécois d'études postsoviétiques](#). Ses travaux portent essentiellement sur l'Europe orientale, ainsi que sur les espaces postsoviétiques. Il s'intéresse aux questions de souveraineté et de gouvernance et aux relations politiques et économiques entre l'Union européenne et des partenaires d'Europe de l'Est. Il est diplômé d'un master en sciences politiques de l'Université de Montréal.

Comment citer cette publication

Édouard Pontoizeau, « L'Azerbaïdjan et la recomposition du Caucase du Sud », *Le Rubicon*, vol. 6, 1 avril 2026 [<https://lerubicon.org/lazerbaidjan-et-la-recomposition-du-caucase-du-sud/>].